Document généré le 26 juin 2025 23:07

Recherches sociographiques

Jean-François Caron, *Être fédéraliste au Québec. Comprendre les raisons de l'attachement des Québécois au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2016, 98 p.

André Lecours

Volume 58, numéro 1, janvier–avril 2017

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1039946ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1039946ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lecours, A. (2017). Compte rendu de [Jean-François Caron, *Être fédéraliste au Québec. Comprendre les raisons de l'attachement des Québécois au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2016, 98 p.] *Recherches sociographiques*, *58*(1), 209–210. https://doi.org/10.7202/1039946ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques et Université Laval, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

journée du vote, le 30 octobre 1995 (p.184). Sa rencontre fortuite avec le poète Gaston Miron (p.158) et sa brève collaboration avec le coloré cinéaste Pierre Falardeau (p.152) sont aussi dignes de mention.

Emmanuel CHOQUETTE

Département de science politique,
Université de Montréal.
emmanuel.choquette@umontreal.ca

Jean-François CARON, *Être fédéraliste au Québec. Comprendre les raisons de l'attachement des Québécois au Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2016, 98 p.

Être fédéraliste au Québec s'attaque à une question presque complètement négligée par les chercheurs et intellectuels québécois. Alors qu'il y a une littérature abondante traitant de l'aliénation qu'une partie des Québécois ressent face au Canada, peu d'auteurs se sont penchés sur les raisons qui font qu'un grand nombre de Québécois tient à la fédération canadienne. D'un point de vue scientifique, cette question est importante. En effet, il est intuitivement plus facile d'expliquer pourquoi une communauté nationale minoritaire pourrait gagner la loyauté presque exclusive de ses membres que de comprendre comment ces derniers peuvent développer et conserver un attachement à un État et sa propre communauté politique. La littérature sur les États multinationaux est déficiente sur la question de leurs facteurs de cohésion, favorisant plutôt l'examen des forces centrifuges. La réflexion de Jean-François Caron contribue donc à combler un vide dans la littérature. De plus, les raisons de l'attachement des Québécois au Canada représentent évidemment un enjeu d'une grande importance politique, pour les fédéralistes comme pour les souverainistes.

Pour Jean-François Caron, le concept théorique clé permettant de comprendre l'attachement des Québécois au Canada est le patriotisme fédéral. Le patriotisme fédéral des Québécois serait le produit de l'autonomie collective dont ils jouissent à l'intérieur de la fédération et de leur capacité à modifier des pratiques de gouvernance de l'État. Il s'agit là de deux arguments solides qui sont peu articulés dans la littérature en français sur le Québec et le Canada où l'accent est mis sur l'idée d'un fédéralisme centralisateur et rigide. Je me demande par contre si l'auteur ne sous-estime pas le lien identitaire entre les Québécois et le Canada. En d'autres termes, peut-être que l'attachement des Québécois à la fédération canadienne ne se réduit pas à un patriotisme issu d'une certaine confiance en des institutions mais est aussi le produit d'un nationalisme canadien qui a pénétré la dimension identitaire d'une bonne partie de la province. Après tout, il a toujours été plus difficile pour les chefs souverainistes d'attaquer le Canada que le gouvernement fédéral.

La réflexion de l'auteur sur le patriotisme fédéral l'amène à considérer trois fédérations étrangères : l'Espagne, la Belgique et la Suisse. Dans les cas de l'Espagne et de la Belgique, il conclut que des blocages institutionnels ont effrité le

patriotisme fédéral et stimulé les nationalismes catalan et flamand. Cette conclusion n'est pas déraisonnable mais la force de ces mouvements nationalistes est aussi liée à une certaine trajectoire de construction étatique et nationale dans les deux États : l'oppression de ses minorités par l'État espagnol et la discrimination de l'État belge à l'endroit des néerlandophones a miné une partie du potentiel du « patriotisme fédéral » dans ces pays. Le traitement du cas de la Suisse est, à mon avis, plus problématique. L'auteur y voit un bon fonctionnement du patriotisme fédéral. Mon analyse est différente : la Suisse n'est pas un État multinational. Il n'y existe pas de mouvements nationalistes simplement parce que le processus de construction nationale a, malgré les différences linguistiques et religieuses, produit une nation dont l'existence n'est contestée par personne.

Dans son analyse empirique du Canada, l'auteur explique que le niveau d'autonomie dont jouit le Québec au sein de la fédération canadienne est appréciable, ce qui expliquerait en partie l'attachement continu d'une bonne partie des Québécois. L'argument est bon, mais je crois que ce type de démonstration est toujours plus convaincant lorsqu'il est fait à partir d'une perspective comparée. En effet, il est incontestable que les provinces canadiennes, et en particulier le Québec, ont une autonomie plus importante que les entités constituantes de la plupart des autres fédérations existantes. L'auteur suggère aussi que le fédéralisme canadien n'est pas un carcan et qu'il a su montrer une bonne flexibilité en rapport au Québec. Cet argument en apparence hérétique se défend bien. En effet, l'idée répandue que le fédéralisme canadien ne peut changer ou s'ajuster fait fi des pratiques de fédéralisme exécutif qui ont permis une évolution dans un contexte de rigidité constitutionnelle.

En somme, *Être fédéraliste au Québec* développe une ligne de pensée peu entendue mais tout aussi crédible, sinon plus, que la théorie d'un fédéralisme canadien centralisateur et rigide qui aliène les Québécois. Ce seul fait donne une grande importance à l'ouvrage de Jean-François Caron.

André LECOURS

École d'études politiques,
Université d'Ottawa.
andre.lecours@uottawa.ca

Mireille PAQUET, *La fédéralisation de l'immigration au Canada*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, 299 p.

Le thème qui constitue la trame principale du livre stipule qu'à partir de 1990 on assiste à un changement important dans la politique d'immigration, changement caractérisé par la « fédéralisation » de la politique canadienne d'immigration. Le processus de fédéralisation fait référence ici au fait que depuis 1990, toutes les provinces se sont mises à intervenir de façon très active dans la gestion des politiques d'immigration.